

Après les élections départementales LE TOUR DES TRAVAILLEURS, C'EST LE 9 AVRIL EN GRÈVE ET DANS LA RUE

BULLETIN NPA PSA SOCHAUX

8 AVRIL 2015

Avec plus de 50% d'abstention, le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier. Les travailleurs, les jeunes, les classes populaires ont déserté les urnes. La droite en a tiré largement parti : si le PS perd la moitié des départements qu'il gérait, la droite et Sarkozy en raffent les deux tiers et le Front National poursuit sa progression avec 62 élus. Cette fois, Valls est bien obligé de reconnaître la défaite, mais il annonce la poursuite de la politique antisociale qui y a conduit ! Dès ce vendredi, à l'occasion de la « conférence sociale sur la sécurisation de l'emploi », il relancera l'idée d'un CDI plus souple pour que les petites et moyennes entreprises puissent licencier plus facilement !

Le Pen et Sarkozy préparent les prochaines élections

La claque infligée au PS profite aujourd'hui à tous ceux qui rêvent de revenir au pouvoir ou d'y accéder pour mener la même politique au service des riches et des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures anti-chômeurs, anti-immigrés et profondément réactionnaires. Tous n'ont en ligne de mire que les élections régionales de décembre prochain, puis les présidentielles de 2017. Mais de ce petit jeu électoral, les travailleurs, les jeunes, les classes populaires n'ont rien à attendre. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'attendre les prochaines élections. C'est de reprendre l'offensive pour affronter ce gouvernement et mettre en échec sa politique.

C'est maintenant que le monde du travail doit riposter

C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, mais 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue).

C'est dès maintenant qu'il faut riposter. Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde.

Mais les bagarres sont nombreuses dans bien d'autres secteurs, fréquemment provoquées par les

déclarations de bénéfices des grands groupes, de salaires mirobolants de PDG ou de dépenses fastueuses d'une direction ou d'actionnaires.

Des mobilisations auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, les suppressions et manques d'effectifs, les trop fortes charges de travail, et bien sûr les licenciements et fermetures d'usines ou de sites : à la Poste, à la SNCF, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les douaniers, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les travailleurs des équipements sportifs ou des cantines, les enseignants de collèges ou de CFA, les contrôleurs aériens.... Sans oublier la Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès.

Une première étape : toutes et tous en grève le 9 avril !

Les organisations syndicales FO, CGT, Solidaires et FSU appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron, qui va généraliser le travail du dimanche et casser le Code du travail.

Même si chacun sait qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande, saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de tous ceux et celles qui n'en peuvent plus de la politique de ce gouvernement PS-MEDEF. Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour avancer dans l'idée de faire converger toutes les luttes dispersées. Parce que c'est bien cette intervention massive du monde du travail, de la jeunesse et des plus précaires qui changera la donne.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



« Tête haute, mains propres », disaient-ils...

Et pourtant, la réalité est toute autre. Menaces de mort contre un journaliste de Médiapart, par Olivier DUGUET, ancien trésorier de l'association « JEANNE » qui finance le FN. Olivier DUGUET a été condamné pour escroquerie contre Pôle Emploi en 2012. Le nouveau trésorier de « JEANNE », Olivier LOUSTEAU a participé au groupe ayant agressé ce même journaliste, le 30 janvier.

Frédéric CHATILLON dirigeant de la société commerciale « RIVOAL » liée à « JEANNE » a été mis en examen le 23 janvier pour « faux et usage de faux, escroquerie et abus de biens sociaux » dans le but d'extorquer de l'argent à l'Etat au titre des comptes de campagne.

Marine Le Pen se prétend antisystème mais elle use et abuse du système.

Et la candidate du FN parachutée, Sophie MONTEL affirme, elle, « l'évidente inégalité des races », preuve que le fonds de commerce du FN n'a pas changé.

Après les bus des normaux, ce sera les bus des doubleurs !

La direction voulait supprimer les transports collectifs en horaire normal, c'était sûrement pour lutter contre les particules fines ! Maintenant elle veut les faire payer aux salariés, c'est sûrement parce que les fins de mois de nos dirigeants sont difficiles...

Reclassements bidon

En décembre 2014 le conseil des Prud'hommes de Melun a condamné PSA à indemniser 113 salariés de PSA Melun-Sénart (Seine et Marne) pour licenciement sans cause réelle et sérieuse après la fermeture du site en 2012.

Mobilisations chez PSA

Le 12 février, à l'appel de la CGT contre la flexibilité, 300 salariés ont débrayé dans les ateliers de Sochaux ; le 23 mars à Mulhouse, à l'appel de la CFDT et de la CGT, 300 salariés ont débrayé pour les salaires, comme à Sevelnord où des centaines de salariés ont arrêté le travail. Il nous faut continuer car l'exemple de SIEDOUBS prouve que la lutte paie.

La lutte paie

Le 9 mars, à la fabrication des sièges chez SIEDOUBS, la moitié de l'effectif a fait grève. La prime de 700 € et le paiement des heures de grève ont été obtenus par les grévistes.

Le dialogue social à la mode PSA

La direction a décidé ces derniers mois de faire la chasse aux militants en particulier CGT qui diffusent comme auparavant les informations sur les chaînes, en les convoquant pour les sanctionner, comme elle convoque des salariés pour leur reprocher d'être malades...

Le 7 avril 2015 – imprimé par nos soins

Les emplois féminins continuent à disparaître

Dans les bureaux, dans les ateliers, les postes continuent à disparaître. En peinture, dans le bâtiment de l'Étanchéité, ce sont 46 postes d'étancheurs, en majorité des postes féminins, qui vont être supprimés aux congés d'été.

L'hôpital va dans le mur, le gouvernement répond : « accélérons ! »

C'est plus de 20 000 postes que le gouvernement s'apprête à supprimer dans les hôpitaux alors que leur situation est déjà dramatique. Les personnels ne cessent de crier « Au secours ! Nous n'avons plus les moyens de vous soigner ... » Actuellement, plus de 80 hôpitaux sont en lutte.

30% de la population renonce à des soins pour raisons financières. Il y a partout accélération des fermetures de services, de sites hospitaliers, des fusions....

De Bachelot à Touraine, l'état organise la privatisation des soins !

Mouvement de grève exceptionnel à Radio France : Solidarité

A l'appel de leur intersyndicale les salariés de Radio France sont en grève depuis le 19 mars. Ils refusent la démolition progressive de Radio France et de ses missions de service public.

Cette radio va encore se voir amputée de 50 millions d'euros d'ici 2019, ceci veut dire 200 à 300 postes supprimés. Alors que déjà, les journalistes n'ont pas les moyens de faire correctement leur travail.

Comme la santé et l'éducation, l'information et la culture ne sont pas des marchandises. « L'information ne se bricole pas » explique le président de la société des journalistes de Radio France. Le gouvernement doit entendre ceux qui, chaque jour, font vivre Radio France.



**Manifestations jeudi 9 avril :
10 h Maison du peuple à Belfort
et 14 h gare de Montbéliard**